

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

07 juin 2024

KOZAH/RENFORCEMENT DU SYSTEME SANITAIRE AU TOGO :

LE CMI KARA DOTE D'EQUIPEMENTS MEDICAUX

Kara, 7 juin (ATOP) - Le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Prof. Moustafa Mijiyawa a réceptionné un lot d'équipements médicaux au profit du Centre des maladies infectieuses (CMI). La réception s'est déroulée le jeudi 6 juin à l'Institut national de l'hygiène (INH) de Kara en présence des ambassadeurs de l'Allemagne, Claudius Fischbach, de France, Augustin Favereau et de l'Union Européenne, Joaquin Tasso-Vilallonga.



L'ambassadeur Fischbach remettant symboliquement le matériel au ministre

Estimé à plus de 400.000 euros, le don est composé d'équipements de réanimation, de stérilisation, de froid pour la conservation des corps, du matériel informatique et bureautique, de mobiliers médicaux, de petit matériel et instrumentation. Il est acquis grâce à la République fédérale d'Allemagne (KFW) dans le cadre du programme de renforcement du système sanitaire, notamment dans les domaines de la santé reproductive et droits sexuels (ProSanté) mis en œuvre par la GIZ-Togo.

Le ministre de la Santé et de l'hygiène publique s'est réjoui de cet équipement performant, fruit de la bonne coopération germano-togolaise, au service de la communauté. « Cet outil va rentrer dans le grand cadre de la lutte contre les maladies transmissibles, notamment les maladies infectieuses et vient renforcer deux autres volets à savoir la prévention par la vaccination et la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA », a précisé Prof. Moustafa Mijiyawa.

Dr. Claudius Fischbach, chef de la délégation des ambassadeurs, a indiqué que la santé étant le pilier fondamental d'un développement durable, il est nécessaire que les nations se soutiennent mutuellement pour relever les défis sanitaires mondiaux. C'est

pourquoi a-t-il soutenu, « dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'équipe de l'Europe s'est rapidement mobilisée pour appuyer le Togo non seulement dans la riposte immédiate à travers des dons de vaccins, des masques et d'autres matériels, mais aussi en diversifiant davantage dans les renforcements du système de santé en matière de prévention des questions liées à la pandémie, ainsi qu'en matière de One Health ».



Visite guidée dans une salle d'hospitalisation



Un échantillon du matériel exposé

Réalisé à hauteur de 2,4 millions d'euros, le CMI Kara est un centre de référence pour les maladies infectieuses. Neuf autres centres sont installés dans les autres régions du pays pour servir de cadre de prise en charge rapide des maladies épidémiques en cas d'épidémie et de centres classiques fonctionnant en temps ordinaire.

Une visite du bâtiment abritant les services du CMI, a mis fin à cette cérémonie de remise officielle, à laquelle ont également assisté le préfet de la Kozah, Co.I Bakali Hémou Badibawu, le maire de la commune Kozah I, Pidabi Bawubadi, les autorités traditionnelles, les responsables des structures sanitaires de la Kara dont le directeur régional de la Santé, Dr. Agoro Sébabe et le personnel du centre. ATOP/BAK/GKM

ECHOS DE LA CAPITALE

TROISIEME JOUR DE LA SIA :

LES ECHANGES ONT ETE AXES SUR LA FORMATION, LA FINANCE ET LES AVANCEES TECHNOLOGIQUES



M. Yacoubou (au micro) lors des échanges

peut être utilisée dans tous les domaines notamment dans la santé, l'agriculture pour créer la richesse. Dans l'agriculture l'IA peut permettre par exemple de mieux planter et

Lomé, 7 juin (ATOP) – Les débats et échanges de la troisième journée de la Semaine de l'intelligence artificielle (SIA), le jeudi 6 juin à Lomé, ont porté a sur la formation, la finance et les avancées technologiques de l'Intelligence artificielle (IA).

Les échanges ont permis de savoir que l'homme reste au centre de toute activité de l'IA, et que la formation est une priorité capitale dans l'atteinte de tout objectif. Les orateurs ont montré que l'IA

d'accroître sa production, tout en évitant les maladies et en les détectant sur les plantes, ont-ils précisé.

Les panélistes ont expliqué que tout le monde peut se former sur l'IA pour avoir des idées afin de trouver des solutions et sauver la planète. Le président fondateur de Human AI, Jérôme Ribeiro, a signifié que c'est au Togo que doit commencer ces formations. « Avec le Togolais Malik Mouzou, Dr en intelligence artificielle, nous voulons aller sur les 5 régions du Togo pour vous donner accès à la formation sur l'ensemble des métiers et dans tous les domaines d'activités afin de faire en sorte que le Togo soit un leader mondial de l'intelligence artificielle grâce à la vision éclairée du chef de l'Etat », a dit le président. « Ce qui fera que nous, entrepreneurs, nous allons venir investir au Togo », a-t-il ajouté.

L'IA a amené la finance à faire une révolution technologique, et surtout avec l'avènement de la Covid19, les entreprises, notamment les banques se sont lancées à la digitalisation des services. Le directeur des engagements de Ib bank Togo, Yacoubou Boukari a affirmé qu'« Au paravent, pour analyser un compte de résultat d'une société, il fallait toute une journée, l'avènement de l'IA fera qu'en 5 ou 20 secondes on a déjà eu l'analyse ».

Cette IA, a-t-il dit, fait qu'on gagne en termes de rapidité, tout en vérifiant avant de valider. Il a poursuivi qu'ainsi, il appartient à l'homme de savoir guider sa technologie. « L'IA fera l'analyse mais l'être humain doit être au cœur de la décision de l'analyse », a ajouté M. Yacoubou. ATOP/GMM/KYA

NOUVELLES DES PREFECTURES

LE MINISTRE AWATE HODABALO PREND CONTACT AVEC LES CONSEILLERS REGIONAUX DE LA CENTRALE

Sokodé, 7 juin (ATOP) - Le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Col. Awaté Hodabalo a rencontré, le jeudi 6 juin à Sokodé, les conseillers régionaux de la région Centrale élus le 29 avril 2024. Il avait, à ses côtés, le directeur de cabinet du ministère délégué chargé du Développement des territoires, Lakougnon Essossima.

Cette rencontre organisée par ledit ministère s'inscrit dans le cadre d'une tournée nationale de prise de contact entreprise par le ministre depuis le 4 mai dernier. L'objectif est de préparer les conseillers régionaux à l'état d'esprit approprié à la convocation, à l'organisation, au déroulement et à la tenue effective des premières réunions du conseil régional. Cette prise de contact vise également à instruire les concernés sur leurs responsabilités, et la mission dévolue aux conseils régionaux. Elle sert aussi de cadre pour recueillir auprès des conseillers régionaux leurs attentes en besoins de renforcement des capacités en vue d'un meilleur accomplissement de leurs fonctions.



Les participants

Les travaux sont marqués par deux communications. La première intitulée « *Les conseils régionaux et les élections de leurs bureaux exécutifs* », a été présentée par le directeur de la Décentralisation et des collectivités locales (DCCL), Pali Essossinam. La deuxième communication axée sur « *L'ANFCT et la formation des conseillers régionaux* », est développée par le directeur général de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT), Dényo Komi Dodzi.



Le ministre Awaté

Les deux communications ont apporté, entre autres, un éclairage sur le déroulement de l'élection du président, du vice-président et du rapporteur du conseil régional. Elles ont instruit également les participants sur le rôle et les responsabilités du bureau exécutif, la relation entre le conseil régional et le gouvernement, le déroulement de l'élection des sénateurs et le poids de la région dans la composition du Sénat. Toutes ces communications sont suivies de débats permettant ainsi aux 25 conseillers régionaux de la Centrale d'être suffisamment outillés sur leur mission.

Le ministre Awaté Hodabalo a évoqué la mission d'un conseil régional qui consiste à mener des actions au profit du développement local conformément à l'article 240 de la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales. Il a rappelé aux conseillers régionaux que le socle de la décentralisation est la légalité. « *Tout conseil régional a l'obligation d'observer la Constitution, les lois et les règlements relatifs à la décentralisation* », a-t-il souligné.

« *Aussi, votre élection en tant que conseillers régionaux constitue-t-elle également une étape cruciale dans la mise en place du Sénat. Vous serez appelés dans les tous prochains jours à élire une partie des membres du Sénat, notamment les deux tiers (2/3) des sénateurs, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2024-005 du 06 mai 2024 portant Constitution de la République Togolaise, le tiers restant à désigner revient au président du Conseil. Cette représentation au Sénat renforcera la voix des régions dans le processus législatif national* », a relevé le ministre Awaté Hodabalo. Le ministre a rassuré les conseillers régionaux de l'opérationnalisation des régions. Il a exhorté ceux-ci à assumer avec hauteur leurs fonctions « *dans un dévouement désintéressé, une intégrité irréprochable et une responsabilité sans égale* ».

Cette rencontre a pris fin par une remise solennelle au préfet de Tchoudjo, Col. Mompion Matéindou par le ministre, d'un lot de documents imprimés de la Constitution de la V^e République en vigueur au Togo ainsi que la visite du site devant abriter les locaux du conseil régional et du gouvernement.

Après Dapaong et Kara, Sokodé est la troisième étape régionale de cette tournée nationale qui se poursuivra dans les autres régions.

ATOP/MEK/AJA

TONE/COHESION SOCIALE ET RESILIENCE DES POPULATIONS DES SAVANES ET DE LA CENTRALE :

PLAN INTERNATIONAL ET CRS LANCENT DEUX PROJETS A DAPAONG

Dapaong, 7 juin (ATOP) – Plan International Togo et Catholic Relief Services (CRS) Togo ont conjointement lancé deux projets, le jeudi 6 juin à Dapaong. Il s'agit des projets « Renforcement de la prévention de l'extrémisme violent, de la cohésion sociale et

de la résilience des populations de la région des Savanes » dénommé Savanes Tanalafiè en langue locale Tchokossi (Mango) de Plan International Togo et « Vivre Ensemble et s'Epanouir (ViEE) de CRS pour le compte des Savanes et de la Centrale.



Officiels et parties prenantes

mois, avec une fin prévue en juin 2025.

Lesdits projets jumeaux visent à promouvoir l'appréciation des diversités culturelles, ethniques religieuses et politiques des individus et à accroître la participation civique des populations. Sur le plan économique, Savanes Tanalafiè et ViEE permettront de renforcer l'accès des services financiers aux jeunes, femmes et autres ménages vulnérables, de promouvoir les pratiques agricoles réparatrices du sol et l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes, particulièrement les jeunes femmes. Il s'agira pour les deux organisations, Plan International Togo et CRS Togo de bâtir sur les bonnes pratiques en termes d'approches, d'acquis et de complémentarité des projets d'urgence mis en œuvre dans les deux régions du nord Togo.

Le projet « Savanes Tanalafiè » sera exécuté dans les sept préfectures de la région des Savanes. Et pour sa mise en œuvre opérationnelle, Plan International Togo collaborera avec les organisations locales telles que l'ONG Communication pour un développement durable (CDD), l'Association d'appui aux activités de santé communautaire (3ASC) et une structure étatique, le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV).

Le projet prend en compte, entre autres, l'appui aux CIPLEV pour le renforcement de capacités des agents d'appui sur la gestion de l'information et leur appui en équipements matériels roulants, informatiques. Il est prévu le soutien technique et financier à 10 organisations locales pour la mise en œuvre des micro-projets, le renforcement de la résilience des communautés, notamment femmes et jeunes. Ce qui permettra de faciliter leur employabilité à travers un accès durable aux opportunités économiques contribuant à la réduction de leur vulnérabilité. Il y a aussi l'appui au développement d'initiatives entrepreneuriales collectives et solidaires des jeunes et leur accompagnement dans la gestion de leurs entreprises sans oublier la réalisation et ou la réhabilitation de 10 forages à plaque solaire dans 10 cantons accueillant les déplacés et les réfugiés etc.

S'agissant du projet ViEE, il est attendu dans les préfectures de l'Oti et l'Oti-Sud (Savanes) et dans les préfectures de Tchaoudjo et Tchamba dans la région Centrale. CRS l'exécutera en partenariat avec le Conseil épiscopal justice et paix Togo (CEJP Togo). Les principales activités sont réparties en quatre axes prioritaires à savoir : les équipements, les ressources naturelles, l'économie via l'entrepreneuriat et la cohésion sociale. Il touchera 16 100 bénéficiaires directs et 64 400 bénéficiaires indirects. Il est programmé des équipements scolaires et sanitaires à 10 000 personnes, des services financiers à 4 000 femmes, et des renforcements de compétences en prévention de conflits à 2 000

personnes y compris les autorités locales et des subventions à 100 jeunes entrepreneurs en synergie avec Plan International Togo et autres.



M. Labanté Nikabou lançant conjointement les deux projets



Les autorités locales au premier plan

En lançant conjointement ces deux projets, le secrétaire permanent du CIPLEV, Labanté Nikabou a exprimé sa gratitude aux initiateurs et leur bras financier. « Ces deux projets arrivent à point nommé, car ils viennent ainsi renforcer le dispositif des initiatives déployées par le gouvernement et ses partenaires à travers le CIPLEV », a confié M. Labanté.

Les diplomates en mode duplex ont salué ces projets phares et salvateurs au profit des populations vulnérables des deux régions et souhaité qu'ils soient exécutés de manière efficace et efficiente.

La représentante résidente de Plan International Togo, Mme Awa Faly Ba et le représentant résident de CRS Togo, Anicet Nemeyimana ont souligné que le monde traverse des situations assez sensibles et la question de la sécurité et de la protection des populations est au cœur des préoccupations du chef de l'Etat, des partenaires et de tous les acteurs dans ce pays.

La cérémonie de lancement a mobilisé les parties prenantes des projets et des autorités locales issues des deux régions que sont les préfets et les maires, les représentants du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS) et CIPLEV, des responsables des services étatiques, des associations et ONG locales dont les organisations de jeunes et de femmes. ATOP/BBG/KYA

DES MESSES CATHOLIQUES POUR CELEBRER LE 58^E ANNIVERSAIRE DE FAURE GNASSINGBE

Sokodé, 7 juin (ATOP) – Des messes catholiques ont été dites, le jeudi 6 juin à Blitta et Sotouboua, pour célébrer le 58^e anniversaire du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

Ces messes auxquelles ont pris part des cadres et militants du parti Union pour la République (UNIR) ont été demandées à Blitta par le préfet de la localité, Batossa Boukari et à Sotouboua par les militants et le Mouvement de Soutien à Faure (MSF). L'objectif est d'abord de rendre grâce à Dieu pour la vie du président Faure Gnassingbé et ensuite implorer le Tout-Puissant de continuer à le protéger et à l'inspirer à la tête du pays pour le bonheur du peuple togolais.



Des cadres et militants d'Unir après la messe à Blitta

A Blitta, cette messe a été célébrée à la paroisse catholique Sainte Rosaire de Blitta-gare par le Père curé André Banka. Celui-ci a sollicité la bénédiction et la santé pour le président Faure Gnassingbé. Il a demandé que Dieu veille sur lui et lui donne la force nécessaire pour l'accomplissement de ses œuvres pour le développement du Togo.

« Aujourd'hui, c'est l'anniversaire du président de la République, Faure Gnassingbé, nous avons prié pour que le Tout-puissant le garde et illumine toutes ses actions. Nous avons également demandé à Dieu de protéger le Togo de tout mal », a confié le préfet Batossa.

Cette messe a vu également la présence des maires, des autorités administratives, politiques, traditionnelles, et militaires de la préfecture de Blitta.



L'assistance en prière à Sotouboua

A Sotouboua, cette messe a été officinée par le père Augustin Djangni à l'église catholique Saint François Xavier de la localité. Le célébrant a, lui aussi, imploré la grâce, la santé et la protection divine sur Faure Gnassingbé. Il a également intercédé pour la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la sécurité au Togo. Le Père Djangni a, en outre, convié les uns et les autres à l'amour, au pardon, à la cohésion sociale et au vivre-ensemble. Il a, pour terminer, souhaité longue vie et joyeux anniversaire au président Faure Gnassingbé tout en priant l'Eternel de combler de grâce les militants et sympathisants de son parti.

Cette messe s'est déroulée en présence du préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi, du secrétaire préfectoral du parti UNIR, Gnanguissa Plibam, du maire de Sotouboua 3, Lonmou Komlan ainsi que des responsables des services déconcentrés.
ATOP/MEK/AJA

LE M.S.F. A PRIE POUR LE CHEF DE L'ETAT

Anié, 7 juin (ATOP)- Une messe d'action de grâces demandée par le coordonnateur régional Plateaux du Mouvement de soutien au président Faure (M.S.F.), le député Adjola Abalo Emmanuel, à l'occasion de l'anniversaire de naissance du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a été dite le jeudi 6 juin en l'église catholique, paroisse Saint Michel Archange de Kpassa-Copé à Anié.



Vue partielle de la présence



Le père curé de la paroisse, Ehliya lors de la messe

La célébration a vu la participation des membres de la coordination régionale des Plateaux du M.S.F, le secrétaire préfectoral du parti « Union pour la République (UNIR) »

les autorités, les chefs de services, les militants et sympathisants de la préfecture de l'Anié. Cette messe coïncide également avec les 15 ans du M.S.F.

Le célébrant, le père curé de la paroisse Saint Michel Archange de Kpassa-Copé, Emmanuel Evégno Ehliya a tiré les textes qui ont fait l'objet de son homélie dans l'évangile selon Saint Marc le chapitre 12, du verset 28 à 34. Le passage est basé sur l'amour de Dieu et du prochain. Il a affirmé que cette action de grâces manifeste l'amour envers le président de la République, le 1^{er} responsable du pays. Il a exhorté tout le monde à prier pour lui surtout dans ses prises de décisions. « Celui qui ne sait pas dire merci a perdu la langue divine », a-t-il ajouté en citant le Pape François. « C'est un devoir pour tous les togolais de prier pour le président », a-t-il laissé entendre.

Le coordonnateur, Adjola Abalo Emmanuel a signifié que « cette messe c'est pour demander à Dieu le Tout-Puissant par l'intercession de la mère de la Providence, la Sainte vierge Marie de combler abondamment le président de la République de ses grâces afin qu'il jouisse d'une bonne santé, de la protection divine, d'une grande sagesse, et des moyens nécessaires pour bien accomplir cette haute et noble mission de chef d'Etat dans la paix et la concorde nationale ». « Que le Saint Esprit le fortifie et l'éclaire davantage dans cette lutte contre l'extrémisme violent qui secoue le nord du Togo », a dit le député.

En prélude à cette messe anniversaire, la mise en terre de 500 plants de diverses essences a été effectuée sur le nouveau site de l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) le mercredi 5 juin par les autorités locales, des chefs de services, les militants et militantes. ATOP/KV/MG

YOTO/ PROMOTION DE LA SANTE ET DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS :
DES PROFESSIONNELS DES MEDIAS SE FORMENT SUR LA THEMATIQUE A
TABLIGBO

Tabligbo, 7 juin (ATOP) – Vingt-cinq professionnels des médias privés de la région Maritime se forment du 6 au 8 juin à Tabligbo sur la santé, les droits sexuels et reproductifs (SDRS) et l'Education aux valeurs et à la santé sexuelle (EVSS).



Des hommes de médias à l'ouverture des travaux

de radios de la zone du projet sur les thématiques du projet « Ma Santé-Mes Droits » pour mieux communiquer sur les activités réalisées en faveur des différentes cibles du projet. Il s'agit d'orienter les participants sur les différents axes du projet ainsi que les impacts et changements attendus. Il est également question de les informer sur les thématiques abordés avec chaque catégorie d'acteurs, notamment les adolescents et jeunes scolaires et extrascolaires, les autorités locales, les leaders communautaires et religieux et autres acteurs communautaires.

La formation vise également à familiariser les hommes des médias avec les concepts de SDRS et EVSS. Les stratégies de montage de feuillets radiophoniques et

La rencontre est organisée par Plan International en partenariat avec l'ONG La Colombe. Elle se situe dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest » ou « Ma Santé-Mes Droits ». Le projet est financé par l'Union européenne à 90% et Plan Bornefonden Danemark à 10%.

L'objectif est de renforcer les capacités des journalistes et des animateurs

d'élaboration de messages radiophoniques à l'endroit des parents pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes seront élaborées avec les professionnels des médias.

A l'entame des travaux, les participants ont été édifié sur la politique de sauvegarde de Plan International avant de passer à l'auto-évaluation de leurs connaissances sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes. Des exercices pratiques et des travaux de groupes permettront aux participants de mieux appréhender les contours du projet et de la santé sexuelle de reproduction des adolescents et des jeunes.

Le maire de la commune Yoto1, Amégnonan Kossi a salué cette initiative qui vient à point nommé outiller les journalistes sur le rôle qu'ils doivent jouer dans le relais des informations concernant ce projet. Il s'est réjoui du choix du thème qui permettra aux journalistes d'apporter des informations utiles pour un changement de comportement des jeunes en matière des questions liées aux droits et à la santé sexuelle et reproductive.

La coordinatrice de l'ONG La Colombe, Mme Akakpo Adjoa a insisté sur le rôle et la responsabilité des professionnels des médias dans la promotion de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.

ATOP/SAK/AJA

----- ----- DES ACTEURS DE DEUX PREFECTURES EN FORMATION SUR LE CONCEPT GENRE-VIH A TABLIGBO

Tabligbo, 7 juin (ATOP) – Les principaux acteurs impliqués dans le projet « Equité genre dans l'accès au dépistage du VIH et soins dans les couvents vaudou au sud du Togo » renforcent, les 6 et 7 juin à Tabligbo, leurs capacités sur la problématique du genre-VIH et l'approche de la masculinité positive.

Cet atelier est organisé par l'ONG Coopération pour l'appui au développement intégral au Togo (CADI-Togo) avec l'appui financier de la Fondation de France. Il regroupe des conseillers municipaux, des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des chefs cantons et de villages, des prêtres et prêtresses des préfectures de Vo et de Yoto ainsi que l'équipe technique du projet.

L'objectif est de sensibiliser les participants sur les liens entre le genre et le VIH. Il s'agit de leur expliquer le concept de la masculinité positive et son importance dans la lutte contre le VIH et les inégalités de genre. Il sera également question de former les participants à communiquer efficacement sur les questions de genre et de VIH dans leurs communautés.

Au cours des travaux, les participants vont étudier les modules tels que, les infections sexuellement transmissibles, le VIH/Sida, ses modes de transmissions, sa manifestation et ses signes cliniques, les complications, les modes de prévention et les conséquences socio-économiques. L'importance du genre pour l'efficacité de la lutte contre le Sida, les outils de l'analyse selon le genre, la perception de la masculinité et de la féminité au sein de la famille tout au long du cycle de la vie, les règles d'hygiène et conduites à tenir par rapport aux IST, la masculinité positive pour réduire les inégalités liées au genre sont, entre autres, thèmes à l'agenda des travaux.



Les participants à la rencontre

Le maire de la commune Yoto1, Amégnonan Kossi a invité les participants à s'approprier le contenu des thématiques pour mieux s'impliquer dans la mise en œuvre du projet.

Le directeur exécutif de l'ONG CADI-Togo, Ayébou Komi a expliqué que ce projet fait suite à un autre projet, tout en précisant que cette formation est très capitale aux parties prenantes. Il a souhaité que la collaboration entre les prêtres, prêtres et le corps médical soit plus solide pour traiter les différents types de maladies tant au niveau des hôpitaux que des tradithérapeutes.

ATOP/SAK/AJA

LACS :

DES TRAVAILLEURS SENSIBILISES SUR LA CARRIERE D'UN FONCTIONNAIRE

Aneho, 7 juin (ATOP) -La direction régionale du Travail-Maritime à travers le Comité régional pour la promotion de la protection sociale-Maritime (CRPPS-M) a organisé, le jeudi 6 juin à Aneho, une séance de sensibilisation au profit des travailleurs sur la carrière d'un fonctionnaire.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de la protection sociale du gouvernement et du plan annuel de travail du CRPPS-M. Elle a mobilisé des chefs et agents des services déconcentrés de l'État, des forces de défense et de sécurité, ainsi que d'autres personnalités. Elle est motivée par le fait que la perte de l'emploi ou la retraite rime avec la précarité de la vie, tandis que nombreuses sont ces personnes, qui en activité ou à la retraite, s'interrogent sur les diverses prestations sociales ou pensions auxquelles elles peuvent prétendre.

Cette initiative vise à améliorer les conditions de vie des fonctionnaires après services rendus à la nation. Elle a également permis de renforcer leurs connaissances sur le parcours ou le déroulement de la carrière et les dispositions idoines à prendre pour bénéficier d'une retraite tranquille.

Trois communications ont été développées à savoir : le déroulement de la carrière d'un fonctionnaire, les différentes prestations de la Caisse de retraite du Togo (CRT) et l'assurance maladie universelle (AMU).

La première présentation a été faite par le directeur régional du Travail-Maritime, Djobo Rabihou, président du CRPPS-M. Il a entretenu les participants sur la généralité de la fonction publique, la notion de la fonction publique, l'organisation et la structure du pilotage, la structuration interne de fonction publique. Il a renseigné l'assistance sur la formation professionnelle et la cessation définitive des fonctions.

La seconde communication a été présentée par Mme Borozé Toublou, directrice du recouvrement et chargée des agences à la CRT et M. Mogbanté Bitiem, directeur des prestations à la CRT. Ils ont édifié l'assistance sur comment préparer la retraite et les prestations servies par le régime de la CRT. Ils ont souligné que la CRT est une institution, un organisme de prévoyance sociale dont le rôle consiste à récupérer des cotisations des fonctionnaires auprès de l'État et à servir en retour des pensions aux titulaires une fois à la retraite ou à leurs ayants droits. Les orateurs ont entretenu leurs interlocuteurs sur les cotisations sociales, l'affiliation au régime, les traitements et cotisations, les contraintes et



Le SG Lawson Latevi Agbo (debout) lançant les travaux

difficultés rencontrées, la validation des études supérieures et le système de protection sociale ainsi que les prestations servies par la CRT.



Les participants en séance de travail

La dernière communication portée sur l'AMU, a été présentée par le coordonnateur régional de l'INAM Maritime, Kagnigna Baloukiyem. Il s'est appesanti sur la notion de l'AMU, ses principes fondamentaux, son fonctionnement, ses textes réglementaires, ses prestations et les modalités d'accès aux prestations des soins. Il a présenté les organismes de gestion, leurs droits et devoirs, les droits et devoirs des différentes parties prenantes et les outils de prise en charge.

Le secrétaire général de la préfecture des Lacs, Lawson Latevi Agbo a remercié le gouvernement pour ses efforts en vue de la promotion de la protection sociale et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

ATOP/DK/BV

ZIO/CHANGEMENT CLIMATIQUE :

L'APPROCHE EBA EXPLIQUEE A DIFFERENTS ACTEURS

Tsévié, 7 juin (ATOP) – Des producteurs forestiers et agricoles ainsi que d'autres acteurs de Yoto et du Zio ont pris part, le jeudi 6 juin à Tsévié, à un atelier de formation sur l'approche d'adaptation et les moyens de subsistance des populations basée sur les écosystèmes (EBA).

Cette activité s'inscrit dans le projet « Renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo » (R4C-Togo), financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à travers la FAO.

Comme solution aux effets de différents facteurs liés au changement climatique, le projet a opté pour l'approche d'adaptation basée sur les écosystèmes (EBA), une stratégie prometteuse pour accroître la résilience des communautés face au dérèglement climatique.

L'atelier de Tsévié se propose d'amener les participants à comprendre l'approche EBA afin de s'outiller efficacement pour s'adapter au mieux aux effets néfastes du changement climatique. Les bénéficiaires de la rencontre ont été formés, entre autres, sur le cadrage conceptuel du changement climatique, la méthode d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les documents de planification, l'approche fondée sur les écosystèmes (EBA).

L'expert national en changement climatique sur le projet R4C-Togo, Dr Eric Agbessi a expliqué qu'il s'agit de former les participants sur les manifestations, impacts et effets négatifs des changements climatiques et comment faire face à ces phénomènes surtout en termes d'adaptation. Pour lui, l'approche EBA permet d'utiliser les éléments naturels pour mieux s'adapter. Il a demandé aux bénéficiaires d'adopter l'approche EBA pour pouvoir s'adapter aux effets des changements climatiques et tirer profit des effets positifs des changements climatiques.

ATOP/AKM/AJA

OTI-SUD/ SYNERGIE D'ACTION DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME : UN DIALOGUE ENTRE FDS ET LA POPULATION A GANDO

Mango, 7 juin (ATOP) - Un dialogue dénommé "Let's meet" (rencontrons nous) entre forces de défense et de sécurité (FDS) et la population s'est déroulé les 3 et 4 juin à Gando. Il a mobilisé des leaders religieux, des organisations de la société civile, des associations de femmes et de jeunes, des garants des us et coutumes, des forces de défense et de sécurité, des membres de CIPIEV.

Le dialogue civilo-militaire est organisé par le gouvernement avec l'appui de ses partenaires et s'inscrit dans la mise en œuvre du projet dénommé Mécanisme de stabilité des Etats côtiers (MSEC) exécuté dans trois pays : le Bénin, le Ghana et le Togo. Ce projet est piloté au Togo par le Programme d'urgence de renforcement de la résilience et de sécurité des communautés (PURS) et mis en œuvre par l'Organisation internationale des migrations (OIM). Le dialogue entre FDS et différentes couches sociales vise d'une part à renforcer davantage la collaboration entre les FDS et la population pour lutter contre le terrorisme qui sévit dans la région des savanes depuis 2021. D'autre part, donner des outils et des informations nécessaires aux civils pour mieux coopérer avec les FDS dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Durant deux jours, les participants sont outillés sur la consolidation de la paix et les actions de coopération à mener pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les savanes. Les communications ont porté sur entre autres : "paix et sécurité : les valeurs de la paix et les éléments qui l'accompagnent", "les facteurs qui menacent la paix", "le phénomène de l'extrémisme violent : causes, manifestations et conséquences".



Le préfet Sambiani lors de son exhortation

Le préfet de l'Oti-Sud, Sambiani Fékimani Félix et le maire de la commune Oti-Sud1, Lamboni Kwami Benjamin ont relevé la portée que la sécurité n'est pas l'apanage seules des FDS et face aux menaces terroristes, il urge pour les populations de co-produire la sécurité. Ils ont invité les participants à vulgariser les informations reçues dans leurs communautés afin d'accompagner efficacement les FDS.

Le chef projet PURS, M. Mignaké Gnim a souligné que face aux menaces sécuritaires il est clair seul une franche collaboration et coopération entre civils et militaires permettent de lutter contre le terrorisme dans la région des Savanes. Il a précisé que dans la mise en œuvre de ce projet, à part les appuis en matériels et équipements à la



Les participants



Vue partielle participants

gendarmerie et à la police de Gando, il est prévu des accompagnements à l'endroit des jeunes et d'autres couches sociales.

Les dialogues se poursuivent dans les cantons de Mogou, de Tchamonga et de Sagbiebou et prendront fin le 11 juin. ATOP/TT/GKM

NOUVELLES DE L'ETRANGER

LA CÔTE D'IVOIRE CHERCHE À FIGURER PARMIS LES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE EN 2030

Abidjan, (Xinhua) - La Côte d'Ivoire pourrait compter parmi les pays producteurs et exportateurs de pétrole en 2030 en raison de récentes découvertes importantes de gisements de pétrole dans le pays, a affirmé jeudi le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Mamadou Sangafowa Coulibaly.

"Sur la base des récentes découvertes, notre pays pourra devenir exportateur de pétrole brut à l'horizon 2030 et intégrer, s'il le souhaite, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)", a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse à Abidjan.

En septembre 2021, le gouvernement ivoirien et son partenaire, le géant italien des hydrocarbures ENI, ont annoncé la découverte du gisement "Baleine", dont le potentiel est estimé entre 1,5 et 2 milliards de barils de pétrole.

Dans un bloc adjacent, un gisement qui accroît d'environ 25% les réserves initialement annoncées de "Baleine" a été découvert en juillet 2022, avant la découverte du gisement "Calao" en février 2024, avec un potentiel estimé entre un milliard et 1,5 milliard de barils.

"On estime le potentiel de ces nouveaux gisements à l'équivalent de 6 milliards de barils de pétrole brut", a fait savoir le ministre.

Ces découvertes, selon lui, sont le résultat de l'intensification des investissements. De 2011 à 2023, plus de 1.200 milliards de francs CFA (2 milliards de dollars) sont investis dans la recherche pétrolière et 4.513 milliards de francs CFA (7,5 milliards de dollars) dans l'exploitation. Xinhua

PLUS DE 150 MIGRANTS GUINÉENS RAPATRIÉS DE L'EGYPTE

Conakry, (Xinhua) - Un premier groupe de 153 migrants guinéens, dont quatre bébés, ont été rapatriés dans la nuit de mercredi à jeudi, a-t-on appris de source auprès du ministère guinéen des Affaires étrangères.

Les Guinéens qui regagnent leur pays ont été accueillis à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré à Conakry par les autorités guinéennes et les représentants de l'Organisation mondiale pour la migration (OIM).

Ces migrants ont été aussitôt conduits au centre de transit de Ratoma, en banlieue de Conakry, où ils devraient recevoir un soutien moral et financier avant de regagner leurs familles respectives.

Selon les informations diffusées par le ministère des Affaires étrangères, plus de 1.500 Guinéens seraient en situation irrégulière en Egypte et plus de 300 seraient en détention dans les prisons au Caire.

Xinhua

RDC:**OUVERTURE DU PROCÈS DE 53 PARTICIPANTS PRÉSUMÉS AU COUP DE FORCE DU 19 MAI**

Kinshasa (RFI) - En République démocratique du Congo, près de trois semaines après ce que les autorités ont qualifié de « coup d'État étouffé dans l'œuf », les auteurs présumés de cette attaque sont jugés à partir de ce vendredi à Kinshasa. Ils doivent comparaître devant le tribunal militaire de Kinshasa/Gombe pour l'attaque de la résidence du responsable politique Vital Kamerhe et du palais de la Nation.

Depuis les événements du 19 mai dernier, peu d'information avaient circulé sur les arrestations. Difficile de savoir combien de personnes étaient mise en cause pour ce coup de force. Désormais, c'est officiel, la liste compte 53 noms. 53 prévenus qui sont tous poursuivis pour les mêmes charges : attentat, terrorisme, détention illégale d'arme de munition de guerre, tentative d'assassinat, association de malfaiteurs, meurtre et financement du terrorisme.

Selon nos informations, les accusés ont été détenus un temps par les renseignements militaires, l'ex-Demiap, avant d'être transféré à l'auditorat général des forces armées qui a donc décidé de l'ouverture de ce procès en audience foraine. « Une opacité de la procédure », dénoncée par l'avocat et militant des droits de l'homme Jean-Claude Katende qui espère que le procès permettra aux Congolais de connaître la vérité.

Parmi les accusés, on retrouve Marcel Malanga, le fils de Christian Malanga, chef présumé du commando mort le 19 mai dernier. Et plusieurs ressortissants de nationalités étrangères : des Américains comme Benjamin Zalman Polun et Taylor Thomson.

Il y a aussi le Belge Jean-Jacques Wondo. Ce spécialiste des questions militaires collaborait depuis plusieurs mois avec l'agence nationale des renseignements (ANR). Il est notamment poursuivi pour association de malfaiteurs. Selon l'accusation, il aurait fourni à Christian Malanga un moyen de transport, rapporte notre correspondant à Kinshasa, Patient Ligodi. Sa famille considère qu'il s'agit d'une humiliation et appelle à l'intervention du président de la République. L'audience de ce jour sera principalement consacrée à l'identification des prévenus.

RFI

AFRIQUE DU SUD:**L'ANC VEUT FORMER UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE**

Johannesburg (RFI) - En Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC) veut former un gouvernement d'union nationale avec plusieurs partis d'opposition. Les élections générales ne lui ont pas donné la majorité absolue et ont dessiné un paysage politique éclaté.

Le gouvernement d'union nationale serait « la meilleure option pour que le pays aille de l'avant » a déclaré le président Cyril Ramaphosa à l'issue d'une journée de débats au sein du comité exécutif de l'ANC. Cette position fait consensus, a précisé le chef de l'État, mais le plus dur reste à faire, il faut maintenant convaincre l'opposition du bien-fondé de cette unité recherchée.

Après les rumeurs de division, l'ANC a voulu démontrer que le parti était uni autour de cette décision. Le président Cyril Ramaphosa appelle le pays tout entier à travailler ensemble. « Le comité exécutif s'accorde à dire que ce moment particulier appelle à l'unité la plus large possible des Sud-Africains. Ce moment appelle aussi à une coopération multipartite et à une collaboration de tous les partenaires, si on veut surmonter les défis sérieux auxquels le pays fait face ».

Mais on comprend que le parti MK de l'ancien président Jacob Zuma, troisième force politique du pays, ne sera pas invité, car dans son programme figure la suppression de la Constitution. « Tous les partis doivent s'engager à respecter des valeurs communes : elles comprennent le respect de la Constitution de la république sud-africaine et de l'État de droit. »

Cela fait donc un parti en moins. Il faut aussi oublier les Combattants pour la liberté économique (EFF) qui refusent de partager le pouvoir avec les libéraux de l'alliance démocratique. Et c'est réciproque. Bref, les négociations entrent dans le dur.

RFI

SPORTS

3^{ème} ETAPE DU 29^{ème} TOUR CYCLISTE INTERNATIONAL DU TOGO : **LE MALLOT JAUNE DESORMAIS AUX NIGERIENS**



Mme la ministre, le préfet de la Kozah et le vainqueur

A leur arrivée de cette troisième étape, les cyclistes ont été accueillis par le ministre des Sports et des Loisirs, Lidi Bessi-Kama en compagnie du préfet de la Kozah, Col. Bakali Hémou Badibawu.

Abdoulmalik Yusuf a été suivi de l'ivoirien, Lengani Amadou 4h 9mn 12s avec un écart de 2mn 10s du premier classé deuxième et d'un autre nigérian, Momoh Isa 4h 9mn 59s qui se positionne à la troisième place.

Manifestement, le travail collectif des maliens n'a pas fait son effet à cette troisième étape. Les nigériens que personne ne soupçonnait, nourrissaient également des ambitions dans cette compétition, en se positionnant à la première et deuxième étape, parmi les meilleurs au classement général individuel au temps. Décidés à ne pas se laisser faire, les cyclistes nigériens se réorganisent en laissant s'exprimer leur volonté d'écrire également une page du livre d'histoire de ce tour de renaissance. Ils parviennent, contre vents et marées à prendre la tête du peloton et à donner l'opportunité à Abdoulmalik Yusuf de s'écarter du peloton et à creuser davantage et suffisamment d'écart pour pouvoir remporter cette troisième étape.

« Quand on a fait le classement général à l'issue des deux premières étapes, on avait une tendance dans laquelle on retrouvait le Mali, le Burkina Faso et même le Togo parmi les six premiers et aujourd'hui le Nigéria crée la surprise. C'est vraiment notable de savoir que le Mali qui était dans un fauteuil de confort se voit détronner comme ça à la troisième étape. C'est sûr que la 4^{ème}, 5^{ème} et la 6^{ème} étape seront vraiment engagées », a

constaté l'élite nationale Côte d'Ivoire, Kévin Tanoué, président du jury de ce 29^{ème} tour cycliste du Togo.

S'agissant du bilan à mi-parcours, M. Tanoué dit qu'il est positif, « parce que j'ai vu des courses et le tour du Togo, vue les conditions dans lesquelles il a été préparé, je pense que le bilan à mis parcours est bon et est à apprécier au niveau technique bien sûr. Jusqu'à cette troisième étape je n'ai pas eu d'irrégularité au niveau du classement, des comportements des athlètes en pleine course notamment ».

Selon Abdoulmalik Yusuf, la qualité de la route est meilleure que celle qu'ils ont au Nigéria ce qui lui a permis de bien rouler. A l'en croire, ils ne lâcheront plus ce maillot jaune jusqu'à Lomé. « C'est grâce à Dieu que j'ai pu remporter ce maillot jaune que je dédie au président de la République, puisque c'est grâce à lui que ce tour a eu lieu et comme c'est son anniversaire aussi, je lui souhaite tout le bonheur du monde », a laissé entendre le vainqueur de cette troisième étape.

La ministre des Sports avait, auparavant, indiqué que ce 29^{ème} tour cycliste s'inscrit sous les auspices de la renaissance, parce que n'ayant pas eu lieu depuis cinq ans déjà. Il a saisi l'occasion pour féliciter la Fédération togolaise de cyclisme (FTC) et UK & PARTNERS, ainsi que les autres sponsors, notamment EBOMAF qui a tenu marquer d'un cachet spécial ce 29^{ème} tour cycliste de la renaissance. « Le cyclisme, non seulement permet de réaliser une activité sportive, mais également d'allier le tourisme et la culture au sport et c'est un défi de haute facture que le chef de l'Etat a bien voulu relever à travers ce tour », a conclu le ministre.

ATOP/AR/DHK



Le vainqueur de la 3ème étape manifestant sa joie à l'arrivée

ALLEMAGNE:

UN SONDAGE SUR LA DIVERSITE DANS L'EQUIPE DE FOOT NATIONALE CREE LA POLEMIQUE

Berlin (RFI)- Une vive polémique secoue l'Allemagne, pays hôte de l'Euro 2024. À un peu plus d'une semaine du coup d'envoi de la compétition, un sondage réalisé en liaison avec un documentaire sur l'équipe nationale fait des vagues. Fallait-il demander aux personnes interrogées si elles veulent plus de joueurs blancs dans la Mannschaft ? Une personne sur cinq approuve.

« *Nous pouvons être fiers de cette diversité dans notre équipe nationale. Ils sont tous Allemands. Ce sont nos joueurs* », a déclaré Olaf Scholz ce jeudi matin à la tribune du Bundestag. Le chancelier allemand a rendu hommage aux vingt millions de personnes d'origine étrangère en Allemagne et a salué, en passant, la diversité de l'équipe nationale de football.

La Mannschaft a bien changé, plus tard que dans d'autres pays. Aujourd'hui, les joueurs sont le reflet d'une Allemagne multiculturelle. Le documentaire *Unité, justice et diversité, l'équipe nationale entre diversité et identification* évoque cette thématique. La chaîne WDR a commandé un sondage en liaison avec ce film. À la question « Faut-il plus de joueurs blancs en sélection allemande ? », les deux tiers des personnes interrogées ont répondu « non ». Mais une sur cinq approuve.

« *SONDAGE MERDIQUE* »

Une double polémique s'est ensuivie. Peut-on poser de telles questions ? L'entraîneur de la Mannschaft, Julian Nagelsmann, a un avis tranché : « *J'espère ne plus jamais avoir à lire de sondage aussi merdique.* » La chaîne publique WDR s'est défendue et affirme avoir simplement voulu accompagner un documentaire dont les qualités ont été vantées par ailleurs. Reste le résultat du sondage.

Le joueur Joshua Kimmich a parlé d'un non-sens absolu : « *Le football est un bon exemple dont on peut unir différentes nations, couleurs de peau et religions.* » Dix-sept pour cent des sondés estiment qu'une personne d'origine étrangère ne devrait pas être capitaine de la Mannschaft. Le porteur du brassard, Ilkay Gündogan, d'origine turque, s'est déclaré « *déçu et triste* ». RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés